

ENTRE DISCOURS D'EGALITE ET PRATIQUES D'EXCLUSION : LES FEMMES FACE AUX STEREOTYPES DE GENRE DANS LES ELECTIONS EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Hyacinthe Anicet BEKPA
bekpah@yahoo.fr

Jules YANGANDA
yangandaj@gmail.com

Département des Sciences Sociales
Université de Bangui

Submitted : 2026-05-10

valued : 2026-05-30

validated : 2026-06-24

Résumé :

Dans de nombreux contextes africains, les réformes juridiques et les discours institutionnels valorisent désormais l'égalité entre les sexes dans la participation politique. En République centrafricaine, ce principe est régulièrement affirmé dans les textes constitutionnels, les programmes des partis et les prises de parole publiques des acteurs politiques. Pourtant, la présence effective des femmes dans les fonctions électives demeure limitée. Le présent article analyse ce décalage entre la rhétorique égalitaire et les pratiques politiques en s'intéressant au rôle des stéréotypes de genre dans les processus électoraux centrafricains. L'étude s'inscrit dans une perspective de sociologie politique du genre, mobilisant les notions de représentations sociales, de domination symbolique et de capital politique afin de comprendre les mécanismes qui structurent l'accès différencié des femmes et des hommes à la compétition électorale. La problématique centrale interroge la manière dont les représentations genrées de la légitimité politique influencent la sélection des candidats, les stratégies de campagne et la perception des électeurs. Sur le plan méthodologique, la recherche repose sur une approche qualitative combinant plusieurs techniques d'enquête y afférente. Les résultats montrent que, malgré l'existence d'un discours officiel favorable à l'égalité, les stéréotypes de genre continuent de structurer l'arène électorale. Les femmes candidates sont fréquemment confrontées à des représentations sociales qui associent l'exercice du pouvoir politique à des qualités traditionnellement attribuées aux hommes, telles que l'autorité ou la capacité de commandement. Ces perceptions influencent les stratégies des partis dans la sélection des candidatures, mais aussi les attitudes d'une partie de l'électorat. L'étude met également en évidence que les femmes disposent souvent de ressources politiques très limitées, notamment en matière de réseaux, de financement et de capital symbolique, ce qui renforce leur marginalisation dans la compétition électorale.

Mots clés : *discours d'égalité, pratiques d'exclusion, femmes candidates, stéréotypes de genre, élections.*

Abstract :

In many African contexts, legal reforms and institutional discourses now emphasize gender equality in political participation. In the Central African Republic, this principle is regularly affirmed in constitutional texts, party programs, and public statements by political actors. However, the actual presence of women in elected positions remains limited. This article analyzes the gap between egalitarian rhetoric and political practices by examining the role of

gender stereotypes in electoral processes in the Central African Republic. The study adopts a political sociology of gender perspective, drawing on the concepts of social representations, symbolic domination, and political capital to understand the mechanisms that structure the unequal access of women and men to electoral competition. The central research question explores how gendered representations of political legitimacy influence candidate selection, campaign strategies, and voter perceptions. Methodologically, the research is based on a qualitative approach combining several data collection techniques: analysis of political and media discourse, semi-structured interviews with political actors (female and male candidates, party officials, and civil society actors), and observation of campaign practices during recent electoral processes. These empirical materials are complemented by secondary data on women's political participation and representation in the Central African Republic. The findings show that, despite the existence of official discourse supporting equality, gender stereotypes continue to shape the electoral arena. Female candidates are frequently confronted with social representations that associate the exercise of political power with qualities traditionally attributed to men, such as authority and leadership capacity. These perceptions influence not only party strategies in candidate selection but also the attitudes of part of the electorate. The study also highlights that women often have more limited political resources, particularly in terms of networks, funding, and symbolic capital, which reinforces their marginalization in electoral competition.

Keywords: equality discourse, exclusion practices, female candidates, gender stereotypes, elections.

Introduction :

Au cours des dernières décennies, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes s'est imposée comme un principe central des transformations politiques contemporaines. Dans de nombreux États, les réformes constitutionnelles, les politiques publiques et les engagements internationaux ont progressivement consacré l'idée selon laquelle la démocratie ne peut être pleinement effective sans une participation équitable des femmes et des hommes aux processus décisionnels. Cette dynamique s'inscrit notamment dans le cadre des normes internationales promues par l'Organisation des Nations unies, à travers des instruments tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) ou encore la Plateforme d'action adoptée lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. Ces textes encouragent les États à favoriser la participation des femmes dans la vie politique et à lever les obstacles institutionnels et socioculturels qui entravent leur accès aux fonctions de décision.

Malgré ces avancées normatives, de nombreuses recherches montrent que l'égalité politique entre les sexes demeure largement inachevée. Dans plusieurs pays, les femmes continuent d'être

sous-représentées dans les institutions politiques et les espaces de pouvoir. Ce constat souligne l'existence d'un décalage persistant entre les principes d'égalité proclamés dans les discours institutionnels et les pratiques politiques effectives. Les analyses de Anne Phillips (1998) sur la représentation politique ont notamment mis en évidence que la démocratie représentative reste marquée par des déséquilibres structurels qui limitent l'accès de certaines catégories sociales aux fonctions électives.

En République centrafricaine, cette tension entre discours égalitaire et réalités politiques apparaît de manière particulièrement significative. Les textes fondamentaux, notamment la Constitution et la Loi sur la parité¹, reconnaissent formellement l'égalité entre les citoyens et affirment le principe de participation de tous à la gestion des affaires publiques. Par ailleurs, les discours politiques et institutionnels valorisent régulièrement la nécessité de promouvoir l'implication des femmes dans la vie politique. Toutefois, la représentation féminine dans les fonctions électives demeure relativement limitée, tant au niveau national que local. Cette situation invite à interroger les facteurs sociaux et politiques qui contribuent à structurer l'accès différencié des femmes et des hommes à la compétition électorale.

Pour comprendre cette réalité, il est nécessaire d'adopter une approche sociologique du pouvoir politique. Comme l'a montré Pierre Bourdieu (1998), les rapports sociaux sont traversés par des formes de domination symbolique qui tendent à naturaliser certaines hiérarchies sociales et à les rendre socialement légitimes. Dans cette perspective, les stéréotypes de genre peuvent être compris comme des représentations collectives qui attribuent aux hommes et aux femmes des rôles sociaux différenciés et hiérarchisés. Ces représentations influencent la manière dont les individus perçoivent la légitimité politique et peuvent contribuer à associer l'exercice du pouvoir à des qualités traditionnellement considérées comme masculines, telles que l'autorité ou la capacité de commandement.

L'analyse du genre comme catégorie d'interprétation des rapports de pouvoir a été largement développée par Joan Wallach Scott (1986), pour qui le genre constitue un outil analytique essentiel pour comprendre la structuration des institutions et des relations sociales. Selon cette perspective, les inégalités entre les sexes ne résultent pas uniquement de dispositions juridiques

¹ Il s'agit de la Loi n°16.004 de 2026 relative à la parité entre homme et femme en République centrafricaine.

ou institutionnelles, mais également de processus culturels et symboliques qui influencent les représentations sociales et les pratiques politiques.

Dans le champ de la sociologie politique, ces approches ont permis de mettre en évidence le rôle des ressources sociales et politiques dans la structuration des carrières politiques. Les travaux de Aili Mari Tripp (2009) sur la participation politique des femmes en Afrique montrent notamment que l'accès aux fonctions électives dépend largement de la capacité des acteurs à mobiliser des ressources telles que les réseaux sociaux, les soutiens partisans ou les ressources financières. Or, ces ressources demeurent souvent inégalement réparties entre les hommes et les femmes, ce qui contribue à renforcer les asymétries dans la compétition politique.

Dans le contexte centrafricain, l'étude des stéréotypes de genre dans les élections permet ainsi de saisir les mécanismes sociaux qui influencent la participation politique des femmes. Les représentations sociales relatives aux rôles féminins peuvent orienter les attitudes de l'électorat, mais également les stratégies des partis politiques dans la sélection et la promotion des candidatures. Les femmes engagées dans la compétition électorale doivent alors composer avec des attentes sociales parfois contradictoires, oscillant entre les normes traditionnelles assignées au rôle féminin et les exigences de la compétition politique.

À partir de ces considérations, la présente recherche s'inscrit dans une perspective de sociologie politique du genre et vise à analyser le décalage entre les discours d'égalité et la persistance des inégalités dans les processus électoraux en République centrafricaine. La question centrale qui guide cette étude est la suivante : dans quelle mesure les stéréotypes de genre influencent-ils les conditions d'accès des femmes à la compétition électorale en République centrafricaine ?

Pour répondre à cette interrogation, l'article mobilise un cadre théorique articulé autour de trois concepts principaux : les représentations sociales, la domination symbolique et le capital politique. Ces notions permettent d'analyser l'arène électorale comme un espace social structuré par des rapports de pouvoir et des inégalités de ressources. Dans cette perspective, les stéréotypes de genre apparaissent non seulement comme des croyances culturelles, mais également comme des mécanismes sociopolitiques qui contribuent à reproduire des formes d'exclusion dans l'accès au pouvoir.

En examinant les interactions entre discours politiques, pratiques partisans et représentations sociales, cette étude cherche ainsi à éclairer les dynamiques qui expliquent la persistance des

inégalités de genre dans les élections centrafricaines. Plus largement, elle contribue à enrichir les débats scientifiques relatifs aux conditions sociales de la participation politique et à la place des femmes dans les processus de démocratisation en Afrique.

1. Matériaux et méthodes

1.1. Approche méthodologique

Cette étude adopte une approche qualitative inspirée des méthodologies en sociologie politique et en sociologie du genre. L'objectif principal est de comprendre comment les stéréotypes de genre structurent les conditions d'accès des femmes à la compétition électorale en République centrafricaine. Les méthodes qualitatives permettent de saisir les dynamiques sociales, les représentations collectives et les pratiques politiques dans leur contexte réel.

L'étude s'inscrit dans une perspective de sociologie politique du genre, suivant les travaux de Joan Wallach Scott (1986) qui considère le genre comme une catégorie d'analyse permettant de comprendre la distribution du pouvoir et des ressources dans les sociétés. Dans cette perspective, les stéréotypes de genre sont appréhendés comme des mécanismes sociaux qui influencent l'organisation du champ politique, conformément à l'analyse de Pierre Bourdieu (1998) sur la domination symbolique.

1.2. Population et échantillonnage

La population étudiée est constituée d'acteurs politiques impliqués dans les processus électoraux en République centrafricaine. Elle comprend des femmes candidates, des hommes candidats, des responsables de partis politiques ainsi que des acteurs de la société civile engagés dans la promotion de la participation politique des femmes.

L'échantillonnage est intentionnel et raisonné afin de sélectionner des participants capables de fournir des informations pertinentes sur les dynamiques politiques et les représentations de genre. Ce type d'échantillonnage est couramment mobilisé dans les recherches qualitatives afin de privilégier la richesse des informations plutôt que la représentativité statistique.

1.3. Techniques de collecte des données

La recherche s'appuie sur trois principaux types de matériaux empiriques.

Entretiens semi-directifs : Des entretiens ont été réalisés avec des acteurs politiques, notamment des candidates, des candidats et des responsables de partis. Les entretiens ont porté sur les

parcours politiques, les stratégies électorales, les obstacles rencontrés par les femmes dans la compétition électorale et les perceptions des stéréotypes de genre.

Analyse documentaire et analyse des discours : Des documents politiques et médiatiques ont été examinés, notamment les programmes électoraux, les discours publics, les déclarations des partis et certains articles de presse. L'objectif est d'identifier la manière dont les questions d'égalité de genre sont formulées dans les discours politiques et de repérer les représentations implicites associées au rôle des femmes dans la politique.

Observation des campagnes électorales : Des observations directes ont été réalisées lors de réunions publiques, d'activités de campagne et de rencontres politiques. Cette technique permet de confronter les discours aux pratiques effectives et d'observer les interactions entre candidats et électeurs.

1.4. Cadre d'analyse

L'analyse des données repose sur une approche thématique et interprétative. Elle mobilise trois concepts principaux :

- Représentations sociales : Inspiré des travaux de Serge Moscovici (1961), ce concept permet d'analyser la manière dont les perceptions collectives influencent les attitudes envers les femmes engagées en politique.
- Domination symbolique : Selon Pierre Bourdieu (1998), les rapports sociaux sont structurés par des mécanismes symboliques qui contribuent à légitimer certaines hiérarchies sociales. Ce concept permet d'examiner la manière dont les stéréotypes de genre peuvent influencer la perception de la légitimité politique.
- Capital politique et social : Ces notions permettent d'analyser les ressources dont disposent les candidats dans la compétition électorale, notamment les réseaux politiques, les soutiens partisans et les ressources financières.

La triangulation des données issues des entretiens, de la recherche documentaire et des observations permet de renforcer la validité de l'analyse.

2. Résultats

L'analyse des données recueillies met en évidence plusieurs dynamiques sociopolitiques qui éclairent la persistance des inégalités de genre dans la compétition électorale en Républiques

centrafricaine. Les résultats montrent que, malgré la présence d'un discours officiel favorable à l'égalité entre sexes, les pratiques politiques demeurent largement structurées par des représentations sociales et des rapports de pouvoir qui tendent à limiter l'accès des femmes aux fonctions électives.

2.1. Persistance des stéréotypes de genre dans les représentations de la légitimité politique

L'analyse des entretiens réalisés auprès des acteurs politiques et des observations effectuées au cours des campagnes électorales souligne la persistance de représentations genrées du pouvoir politique. Bien que le principe d'égalité entre les femmes et les hommes soit largement reconnu dans les discours institutionnels, les perceptions relatives à la légitimité politique demeurent souvent structurées par des normes sociales qui associent implicitement l'exercice de l'autorité publique à des qualités considérées comme masculines.

Dans les échanges avec les candidates interrogées, plusieurs ont souligné que leur engagement politique était régulièrement évalué à l'aune de critères différents de ceux appliqués aux candidats masculins. Leur capacité à diriger, à prendre des décisions ou à s'imposer dans l'espace public est parfois remise en question de manière implicite ou explicite. Cette situation contribue à instaurer une forme de suspicion symbolique autour de la légitimité des femmes à exercer des responsabilités politiques.

Les observations réalisées lors de certaines réunions publiques et activités de campagne montrent également que les réactions de l'électorat peuvent être influencées par ces représentations sociales. Dans certains cas, les candidates doivent consacrer une part importante de leur discours à justifier leur présence dans l'arène politique ou à démontrer leur compétence, là où les candidats masculins bénéficient plus spontanément d'une reconnaissance de leur autorité politique.

Ces représentations genrées ne se manifestent pas uniquement dans les attitudes individuelles. Elles apparaissent également dans certaines pratiques organisationnelles des partis politiques, notamment dans la manière dont les responsabilités internes sont attribuées ou dans les critères informels utilisés pour sélectionner les candidats lors des investitures électorales. Les témoignages recueillis suggèrent que les femmes sont parfois orientées vers des rôles perçus comme secondaires ou sélectionnées pour des circonscriptions jugées moins stratégiques.

L'ensemble de ces éléments indique que les stéréotypes de genre continuent d'influencer les perceptions de la légitimité politique et participent à la reproduction de hiérarchies implicites dans le champ politique. Même en l'absence de discrimination formelle, ces représentations constituent un obstacle symbolique à la pleine participation des femmes à la compétition électorale, en façonnant les attentes des acteurs politiques, des partis et de l'électorat.

Au-delà des représentations sociales liées au genre, les femmes candidates sont également confrontées à des contraintes structurelles qui limitent leur accès aux ressources politiques nécessaires à la compétition électorale.

2.2. Contraintes structurelles dans l'accès aux ressources politiques

L'analyse des données recueillies au cours de l'enquête met en évidence l'existence de contraintes structurelles qui limitent l'accès des femmes aux ressources nécessaires à la compétition électorale. Ces contraintes ne se manifestent pas uniquement sous la forme d'obstacles visibles ou de discriminations explicites. Elles prennent également la forme de mécanismes plus discrets, inscrits dans l'organisation du champ politique et dans les pratiques des acteurs qui le composent.

Les entretiens réalisés avec plusieurs candidates révèlent que l'accès aux ressources financières constitue l'un des principaux défis rencontrés dans la préparation et la conduite d'une campagne électorale. Dans un contexte où les campagnes nécessitent souvent des moyens matériels importants, les femmes disposent généralement de capacités de financement plus limitées. Cette situation s'explique en partie par des inégalités économiques plus larges, mais aussi par la difficulté d'accéder à certains réseaux de soutien financier traditionnellement mobilisés par les acteurs politiques.

L'accès aux réseaux politiques constitue un autre facteur déterminant. Les trajectoires politiques observées au cours de l'enquête montrent que l'entrée et la progression dans la carrière politique reposent largement sur des relations sociales, des alliances partisans et des mécanismes de cooptation. Or, ces réseaux demeurent souvent dominés par des acteurs masculins qui occupent depuis longtemps des positions stratégiques au sein des partis politiques et des institutions. Dans ce contexte, les femmes peuvent rencontrer davantage de difficultés à s'intégrer dans ces espaces de socialisation politique où se construisent les opportunités de candidature et les soutiens nécessaires à la compétition électorale.

Les témoignages recueillis indiquent également que les procédures de sélection des candidats au sein des partis politiques ne reposent pas uniquement sur des critères formalisés. Des règles informelles, liées à l'ancienneté militante, à la loyauté partisane ou à l'influence personnelle, jouent un rôle important dans l'attribution des investitures. Ces mécanismes peuvent indirectement défavoriser les femmes lorsque celles-ci disposent d'un capital politique moins consolidé ou lorsqu'elles ont été historiquement moins présentes dans les structures décisionnelles des organisations partisans.

Par ailleurs, certaines candidates soulignent que la gestion simultanée des responsabilités familiales, professionnelles et politiques constitue une contrainte supplémentaire. Le temps et l'énergie nécessaires pour organiser une campagne, participer aux réunions politiques et maintenir une présence constante sur le terrain représentent des exigences importantes. Dans un contexte où les normes sociales continuent d'attribuer aux femmes une part significative des responsabilités domestiques, cette situation limite leur disponibilité pour les activités politiques.

L'ensemble de ces éléments montre que les inégalités observées dans l'accès aux fonctions électives ne résultent pas uniquement de choix individuels. Elles sont également liées à des configurations structurelles qui influencent la distribution des ressources politiques. L'arène électorale apparaît ainsi comme un espace où les opportunités de participation sont conditionnées par l'accès différencié aux réseaux, aux financements et aux positions stratégiques au sein des organisations politiques.

Toutefois, loin de demeurer passives face à ces stéréotypes persistants et à ces contraintes structurelles, les femmes candidates développent des stratégies d'adaptation et de contournement qui leur permettent de s'inscrire activement dans la compétition électorale.

2.3 Les stratégies d'adaptation des femmes candidates

L'analyse des entretiens et des observations de terrain montre que les femmes engagées dans la compétition électorale développent différentes stratégies afin de faire face aux contraintes sociales et politiques qui structurent l'arène électorale. Ces stratégies constituent des formes d'adaptation visant à renforcer leur légitimité politique, à mobiliser des soutiens et à contourner certains obstacles liés aux représentations sociales du genre.

Une première stratégie observée consiste à mobiliser des réseaux sociaux alternatifs, notamment à travers les associations communautaires, les organisations féminines et les

initiatives locales de solidarité. Dans plusieurs cas étudiés, ces espaces constituent des ressources importantes pour construire une base électorale et renforcer la visibilité des candidates. Les activités associatives permettent également de développer des relations de confiance avec les populations locales, ce qui peut faciliter l'acceptation sociale de l'engagement politique féminin.

Certaines candidates adoptent également des stratégies discursives visant à redéfinir les critères de la légitimité politique. Plutôt que de se positionner uniquement dans les registres traditionnels de la compétition politique, elles mettent en avant leur expérience sociale, leur proximité avec les préoccupations quotidiennes des populations et leur engagement dans les domaines liés au bien-être collectif. Les thématiques relatives à l'éducation, à la santé, à la cohésion sociale ou à la résolution des conflits locaux apparaissent ainsi fréquemment dans les discours de campagne des candidates.

Une autre forme d'adaptation repose sur la construction d'alliances politiques et sociales. Les données recueillies montrent que certaines femmes candidates cherchent à renforcer leur position en s'appuyant sur des partenariats avec des leaders communautaires, des responsables associatifs ou des acteurs influents au sein des partis politiques. Ces alliances permettent de compenser partiellement le manque d'accès aux réseaux politiques traditionnels et de faciliter l'intégration dans les dynamiques locales de pouvoir.

Par ailleurs, plusieurs participantes à l'étude ont souligné l'importance de la formation politique et du renforcement des capacités comme levier d'émancipation. Les programmes de formation organisés par certaines organisations de la société civile ou par des partenaires institutionnels contribuent à améliorer les compétences en communication politique, en organisation de campagne et en gestion des ressources électorales. Ces initiatives permettent aux candidates de mieux maîtriser les codes de l'espace politique et d'accroître leur confiance dans la compétition électorale.

Enfin, les observations réalisées au cours de l'enquête indiquent que les femmes candidates développent souvent des styles de leadership spécifiques fondés sur la concertation, la médiation et la proximité sociale. Ces formes d'engagement politique peuvent constituer des ressources symboliques importantes dans des contextes où les électeurs accordent une grande

valeur aux relations de confiance et à la capacité des candidats à maintenir des liens étroits avec les communautés locales.

Dans l'ensemble, ces différentes stratégies témoignent de la capacité d'adaptation des femmes engagées dans la vie politique. Elles montrent que, malgré les contraintes structurelles qui caractérisent l'accès aux ressources politiques, les candidates mobilisent des ressources sociales, relationnelles et symboliques pour renforcer leur position dans l'espace électoral.

Si ces stratégies témoignent de la capacité des femmes candidates à s'adapter aux contraintes du champ politique, elles mettent également en lumière les limites des discours institutionnels sur l'égalité de genre, souvent en décalage avec les pratiques électorales observées sur le terrain.

2.4. Le décalage entre les discours politiques et les pratiques électorales

L'analyse des données recueillies au cours de l'enquête met en évidence l'existence d'un décalage notable entre les discours politiques valorisant l'égalité entre les femmes et les hommes et les pratiques observées dans l'organisation concrète de la compétition électorale. Dans de nombreux documents institutionnels et interventions publiques, les responsables politiques affirment leur attachement au principe de participation équilibrée des femmes et des hommes à la vie politique. Toutefois, l'observation des dynamiques électorales montre que ces déclarations ne se traduisent pas toujours par des transformations effectives dans les modes de fonctionnement du champ politique.

Les entretiens réalisés avec différents acteurs politiques indiquent que la promotion de la participation féminine apparaît fréquemment comme un objectif normatif inscrit dans les discours officiels, mais qu'elle reste souvent secondaire dans les stratégies électorales des organisations partisans. Lors de la préparation des élections, les décisions relatives à la sélection des candidats et à la distribution des ressources de campagne sont généralement influencées par des considérations liées à la compétitivité électorale, aux alliances politiques et aux équilibres internes aux partis.

Dans ce contexte, les femmes candidates peuvent se voir attribuer des positions moins favorables dans la compétition électorale. Les témoignages recueillis suggèrent que certaines d'entre elles sont investies dans des circonscriptions jugées difficiles à remporter ou bénéficient d'un soutien organisationnel plus limité. Cette situation contribue à maintenir une présence

féminine relativement faible dans les postes électifs, malgré l'existence de discours publics favorables à une plus grande inclusion.

Les observations réalisées pendant les campagnes électorales montrent également que la visibilité médiatique et symbolique des candidates peut être inférieure à celle des candidats masculins. Les activités de mobilisation, les événements publics et les ressources de communication sont souvent concentrés autour de figures politiques déjà établies, ce qui renforce les inégalités existantes dans l'accès à la reconnaissance politique.

Ce décalage entre les principes affichés et les pratiques observées s'explique en partie par la persistance de normes informelles qui structurent les interactions au sein du champ politique. Les réseaux de pouvoir, les logiques de loyauté partisane et les rapports de force internes aux organisations politiques jouent un rôle déterminant dans la distribution des opportunités politiques.

Ainsi, même lorsque l'égalité de genre est reconnue comme une valeur importante dans les discours publics, sa traduction dans les pratiques politiques demeure partielle. Les résultats de l'enquête suggèrent que la transformation des rapports de genre dans l'arène électorale nécessite non seulement des engagements normatifs, mais également des changements plus profonds dans les modes d'organisation et de fonctionnement des institutions politiques.

Ainsi, l'ensemble des dynamiques mises en évidence montre que le champ politique, loin d'être neutre, tend à reproduire à sa manière les inégalités de genre, ce qui conduit à interroger plus largement les mécanismes de leur perpétuation au sein de cet espace.

2.5. La reproduction des inégalités dans le champ politique

Les résultats de l'enquête montrent que les inégalités observées dans la participation politique des femmes ne relèvent pas uniquement de situations ponctuelles ou de contraintes individuelles. Elles s'inscrivent dans des dynamiques plus larges qui contribuent à la reproduction des rapports de pouvoir au sein du champ politique. L'analyse des trajectoires des acteurs politiques et des pratiques organisationnelles montre que l'accès aux positions électives demeure fortement conditionné par la possession de ressources politiques, sociales et économiques inégalement distribuées.

Les entretiens réalisés avec différents acteurs indiquent que la carrière politique repose largement sur l'accumulation progressive de capital politique, construit à travers l'expérience militante, les alliances partisans et la visibilité dans l'espace public. Or, les femmes ont historiquement été moins présentes dans les structures décisionnelles des partis politiques et dans les espaces où se construisent ces formes de capital. Cette situation tend à limiter leurs opportunités d'accéder aux positions stratégiques nécessaires pour se présenter dans des conditions favorables aux élections.

L'analyse met également en lumière le rôle des mécanismes informels dans la structuration du champ politique. Les processus de cooptation, les réseaux d'influence et les relations personnelles jouent souvent un rôle déterminant dans la sélection des candidats et dans la distribution des soutiens politiques. Dans un contexte où ces réseaux sont majoritairement composés d'acteurs masculins, les femmes rencontrent davantage de difficultés à s'y intégrer et à bénéficier des mêmes opportunités de progression politique.

Par ailleurs, les normes sociales et les représentations collectives relatives aux rôles de genre contribuent à renforcer ces dynamiques de reproduction. Les attentes sociales concernant les responsabilités familiales et communautaires attribuées aux femmes limitent le temps et les ressources qu'elles peuvent consacrer à la construction d'une carrière politique. Cette situation crée un environnement dans lequel les trajectoires masculines apparaissent plus compatibles avec les exigences de l'engagement politique.

Les observations réalisées dans le cadre de l'étude suggèrent également que les inégalités tendent à se perpétuer à travers les pratiques quotidiennes du champ politique. La distribution inégale des ressources de campagne, la visibilité médiatique différenciée ou encore l'accès limité à certaines positions stratégiques au sein des partis contribuent à maintenir des écarts durables entre les candidats et les candidates.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que la faible représentation des femmes dans les fonctions électives ne peut être expliquée uniquement par des facteurs individuels. Elle s'inscrit dans un système de relations sociales et institutionnelles qui tend à reproduire les hiérarchies existantes. La transformation de ces dynamiques suppose donc non seulement une évolution des normes et des représentations sociales, mais également des réformes institutionnelles

capables de modifier les règles formelles et informelles qui structurent l'accès au pouvoir politique.

3. Discussion

Les résultats de cette étude mettent en évidence la persistance de mécanismes sociaux et institutionnels qui contribuent à limiter la participation politique des femmes dans le contexte électoral centrafricain. Bien que les discours publics valorisent de plus en plus le principe d'égalité entre les sexes, l'analyse empirique révèle que les rapports de pouvoir au sein du champ politique continuent d'être structurés par des logiques sociales qui tendent à reproduire les hiérarchies de genre.

Ces résultats peuvent être interprétés à la lumière de la notion de domination symbolique développée par Pierre Bourdieu (1998). Dans cette perspective, les inégalités observées ne reposent pas uniquement sur des formes explicites de discrimination, mais également sur des représentations sociales intériorisées qui contribuent à légitimer la distribution inégale du pouvoir. Les stéréotypes associant l'autorité politique à des qualités traditionnellement attribuées aux hommes participent ainsi à la construction d'un imaginaire politique dans lequel la présence féminine apparaît comme moins évidente ou moins légitime.

Cette dimension symbolique rejoint les analyses proposées par Joan Wallach Scott (1986), pour qui le genre constitue une catégorie centrale d'analyse des rapports de pouvoir. Selon cette approche, les différences entre les sexes ne sont pas seulement biologiques ou individuelles ; elles sont socialement construites et mobilisées pour organiser les relations sociales et politiques. Dans le cas étudié, les représentations genrées du leadership politique contribuent à structurer les attentes des électeurs, des partis politiques et des acteurs institutionnels.

Les résultats de l'étude montrent également que les inégalités de participation politique s'inscrivent dans des configurations institutionnelles et organisationnelles spécifiques. L'accès aux ressources politiques, qu'il s'agisse des réseaux d'influence, du financement des campagnes ou des mécanismes d'investiture, demeure fortement inégal. Cette observation rejoint les travaux d'Anne Phillips (1998) sur la représentation politique des femmes, qui soulignent que la présence féminine dans les institutions dépend largement des structures organisationnelles des partis et des règles de compétition politique.

Dans le contexte africain, ces dynamiques ont également été analysées par Aili Mari Tripp (2015), dont les recherches montrent que les progrès réalisés en matière de représentation politique des femmes reposent souvent sur l'interaction entre mobilisations sociales, réformes institutionnelles et transformations des normes politiques. Les résultats de la présente étude confirment que, malgré certaines avancées normatives, les transformations des pratiques politiques restent encore limitées.

Par ailleurs, les stratégies d'adaptation développées par les femmes candidates mettent en évidence leur capacité d'action au sein d'un environnement politique contraignant. En mobilisant des réseaux associatifs, des alliances locales et des formes alternatives de légitimité politique, elles participent à la redéfinition progressive des modes d'engagement dans l'espace politique.

Cependant, ces stratégies individuelles ne suffisent pas toujours à transformer les structures profondes du champ politique. Comme le souligne Drude Dahlerup (2006) dans ses travaux sur la représentation politique des femmes, l'amélioration durable de la participation politique féminine suppose souvent des réformes institutionnelles plus larges, notamment dans les règles de sélection des candidats et dans l'organisation interne des partis politiques.

Conclusion

Cette recherche a pour objectif d'analyser les tensions existant entre les discours politiques favorables à l'égalité de genre et les pratiques observées dans la compétition électorale en République centrafricaine. À partir d'une approche sociologique combinant la recherche documentaire, les entretiens et les observations de terrain, l'étude met en lumière les mécanismes sociaux et institutionnels qui structurent la participation politique des femmes dans le contexte électoral centrafricain.

Les résultats montrent que, malgré la diffusion croissante de normes égalitaires dans les discours publics, les représentations sociales du pouvoir politique restent fortement marquées par des stéréotypes de genre. Ces représentations influencent la perception de la légitimité politique et contribuent à maintenir des attentes différenciées à l'égard des femmes engagées dans la compétition électorale. Ainsi, l'accès des femmes aux fonctions électives demeure conditionné par des dynamiques sociales qui dépassent largement les seules règles formelles du jeu démocratique.

L'analyse met également en évidence l'existence de contraintes structurelles qui limitent l'accès des femmes aux ressources politiques nécessaires à la compétition électorale. Les inégalités dans l'accès aux financements, aux réseaux d'influence et aux mécanismes de sélection des candidats participent à la reproduction des hiérarchies au sein du champ politique. Ces dynamiques institutionnelles contribuent à expliquer la sous-représentation persistante des femmes dans les fonctions électives, malgré les engagements normatifs en faveur d'une participation politique plus inclusive.

Toutefois, l'étude révèle également la capacité d'adaptation des femmes candidates face à ces contraintes. En mobilisant des réseaux sociaux alternatifs, en développant des stratégies de légitimation politique et en s'appuyant sur des formes d'engagement communautaire, elles participent à la redéfinition progressive des modalités d'accès à l'espace politique. Ces initiatives témoignent de l'existence de dynamiques de transformation qui, bien que parfois limitées, contribuent à élargir les formes de participation politique dans l'arène électorale.

Au-delà du cas centrafricain, les résultats de cette recherche soulignent l'importance d'une approche sociologique attentive aux interactions entre normes institutionnelles, pratiques politiques et représentations sociales dans l'analyse de la participation politique des femmes. Ils montrent que la promotion de l'égalité de genre dans la vie politique ne peut se limiter à l'adoption de principes juridiques ou à la formulation de discours normatifs. Elle implique également des transformations plus profondes des structures organisationnelles des partis politiques, des modes de sélection des candidats et des représentations collectives du leadership politique.

En définitive, cette étude invite à considérer la participation politique des femmes comme un enjeu central pour la consolidation des processus démocratiques. La réduction des inégalités de genre dans l'arène électorale apparaît non seulement comme une question de justice sociale, mais également comme une condition essentielle pour renforcer la représentativité des institutions politiques et favoriser l'inclusion de la diversité des expériences sociales dans la prise de décision publique.

Bibliographie

- Bourdieu, Pierre, (1994), *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, Pierre ;(1998), *La domination masculine*. Paris : Seuil.

- Burnell, Peter; Randall, Vicky; Rakner, Lise, (2017). *Politics in the Developing World*. Oxford : Oxford University Press.
- Dahlerup, Drude, (2006), *Women, Quotas and Politics*. London : Routledge.
- Dahlerup, Drude, (2018), *Has Democracy Failed Women?* Cambridge : Polity Press.
- Goetz, Anne Marie; Hassim, Shireen, (2003), *No Shortcuts to Power: African Women in Politics and Policy Making*. London : Zed Books.
- Inglehart, Ronald; Norris, Pippa, (2003), *Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change Around the World*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Krook, Mona Lena, (2010), *Quotas for Women in Politics: Gender and Candidate Selection Reform Worldwide*. Oxford : Oxford University Press.
- Moscovici Serge, (1961), *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : Presses Universitaire de France.
- Norris, Pippa; Krook, Mona Lena, (2011), *Gender Equality in Elected Office: A Six-Step Action Plan*. Stockholm : International IDEA.
- Phillips, Anne, (1995), *The Politics of Presence*. Oxford : Oxford University Press.
- Phillips, Anne, (1998), *Feminism and Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Scott, Joan W, (1986), Gender: A Useful Category of Historical Analysis.' *American Historical Review*, 91(5), 1053-1075.
- Scott, Joan W, (2008), *The Politics of the Veil*. Princeton : Princeton University Press.
- Tripp, Aili Mari, (2015), *Women and Power in Post-Conflict Africa*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tripp, Aili Mari; Konaté, Sabine; Lowe-Morena, Colleen, (2006), *African Women's Movements: Transforming Political Landscapes*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Waylen, Georgina, (2017), *Gender and Informal Institutions*. London : Rowman & Littlefield.